

L'alimentation et l'agriculture cela nous concerne toutes et tous !

Pourquoi ce sujet est-il important ?

La crise agricole atteint des proportions et une profondeur particulières. Le monde rural connaît des situations de précarité et de détresse sociale et humaine d'une extrême gravité. Solidarité Paysans nous alerte depuis plus d'un an face à une situation qui se dégrade à grande vitesse.

Le CMR analyse la situation¹ comme le fruit d'un système agricole et économique fondé sur la dérégulation qui engendre un appauvrissement du tissu rural et humain, et est en contradiction avec les valeurs de la pensée sociale de l'Eglise qui nous réunissent. Face à ce constat, voici ce que nous avons proposé dans un communiqué publié à l'occasion du Salon de l'Agriculture 2016 :

Bâtir ensemble une éthique pour une culture agricole et rurale soucieuse de la gestion du milieu vivant pour le bien de l'humanité, dans le respect du bien commun, de sa richesse et sa diversité

Nous partageons les orientations de l'encyclique *Laudato Si'* en vue d'une société socialement équitable, attentive à la dignité de tous et respectueuse de la terre, «notre maison commune». Répondre à son appel implique un changement de cap, dans lequel l'agriculture et le monde rural ont un rôle fondamental à jouer.

Pour cela, le CMR en appelle à la responsabilité :

Des consommatrices et consommateurs que nous sommes toutes et tous, pour nous interroger sur les conséquences de nos façons de consommer sur les producteurs d'ici et d'ailleurs, et sur la nature.

Des agricultrices et agriculteurs pour s'interroger sur les conséquences de leurs façons de produire, de valoriser et de vendre, sur eux-mêmes, les autres et la nature.

Des organisations agricoles et para-agricoles pour mettre en place des moyens humains pour accompagner les agriculteurs dans le changement de leurs pratiques culturelles.

Des organisations coopératives en particulier, pour retrouver le sens de la solidarité qui les a fait naître, redonner une vraie place aux producteurs, et les soutenir dans le développement de nouvelles formes de coopération leur permettant de se réapproprier leur outil de travail et de retrouver de l'autonomie de choix.

Des transformateurs et distributeurs pour rendre à leurs fournisseurs la part de la valeur ajoutée qui leur revient (prix juste).

Des pouvoirs publics pour assumer le rôle de régulateur garant du bien commun qui leur incombe, notamment par la mise en place d'outils d'ajustement de la production permettant une juste rémunération des producteurs, une politique foncière fondée sur la reconnaissance du sol comme bien commun, un soutien à l'installation des jeunes, une fiscalité favorisant l'emploi plutôt que la capitalisation des biens et un soutien à une commercialisation en circuits courts favorable à la viabilité du territoire.

¹Cf. [Pour une éthique agricole et rurale](#)

De la société civile qui a un rôle à jouer pour inciter et soutenir les pouvoirs publics à agir en ce sens et expérimenter de nouveaux systèmes de production, de transformation et de commercialisation à taille humaine, soucieux d'offrir des conditions de travail dignes et épanouissantes à ceux qui en vivent, de faire alliance avec la nature plutôt que de l'exploiter, de contribuer au vivre-ensemble de chacun-e sur le territoire.

De l'Eglise qui peut être moteur de la « conversion écologique » souhaitée par le Pape François. Le CMR se réjouit de la venue d'une délégation des évêques de France au Salon l'agriculture qui témoigne d'un souci pour les difficultés vécues par les agriculteurs. Ce premier pas symbolique doit maintenant se traduire sur le terrain des diocèses.

Pistes de réflexion

La période électorale est l'occasion de nous réunir pour débattre et interpeller les candidats. Nous vous proposons ci-dessous quelques questions associées à des éclairages :

- **Comment favoriser la prise en compte de l'intérêt général dans l'élaboration des politiques agricoles et alimentaires ?**
 - Au niveau européen, comment influencer les négociations de la PAC 2017-2020 dans le sens de l'équité, de la justice, de l'emploi et des engagements pris à la COP21 en matière de réduction des gaz à effets de serre?
 - En France, comment rendre effectif l'article 1 de la Loi d'avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt adoptée en 2014 ?

Eclairage

« Art. L.1. : Une politique alimentaire doit permettre : « d'assurer à la population l'accès à une alimentation sûre, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l'emploi, la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique », Loi d'avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt

- **Comment assurer à tous les producteurs et productrices un revenu valorisant justement leur travail et la qualité de leurs produits?**
- **Qu'est-ce qu'une alimentation de qualité ? Comment rendre les produits de qualité accessibles à tou.te.s, quels que soit le niveau de leurs revenus ?**
- **N'est-il pas de notre responsabilité de penser et décider collectivement nos choix d'alimentation ? Nos besoins et les moyens mis en œuvre pour y répondre ?**

Eclairage

« Les seuls fragments de politiques publiques alimentaires nationales actuelles se mettent en place en réaction à des scandales sanitaires (dus à la complexification et au manque de transparence dans les processus de fabrication industriels), des enjeux de sécurité alimentaire ou de santé publique. Elles sont aujourd'hui majoritairement facultatives, chaque territoire décidant de leur mise en application ou non. Elles sont des injonctions à la responsabilité individuelle du consommateur, non contraignantes, ne questionnent pas le système et les acteurs en place, ne sont pas pensées de façon à porter le débat « comment souhaite-t-on se nourrir ? »

Cette dépolitisation du sujet de l'alimentation se retrouve aussi dans le traitement de l'accès à l'alimentation pour les populations les plus défavorisées. Ces questions sont réglées par des dons de produits de l'agriculture industrialisée, permettant aux grandes surfaces de défiscaliser leur surplus. Cela exclut les attentes des bénéficiaires, qui ne sont pas vu comme des citoyens à même d'exprimer leurs besoins mais comme un moyen d'écouler les surplus. », *Extraits de l'argumentaire de la campagne « Produire à tout prix, manger à quel prix ? » portée par la Confédération paysanne cliquez [ICI](#) pour consulter la plaquette de présentation de la campagne.*

- **Comment favoriser la relocalisation de l'alimentation sur l'ensemble des territoires ?**

Eclairage

« Pour atteindre un changement d'échelle, la relocalisation de l'alimentation doit être pensée au-delà des circuits courts et de proximité, comme un projet alimentaire de territoire. Cela implique une mise en réseau des acteurs - collectivités, consommateurs, entreprises, organisations-, la réalisation d'un diagnostic commun et la définition d'objectifs partagés. Cette vision systémique, encouragée par les orientations nationales, devra se concrétiser dans des politiques volontaristes d'accompagnement local.

[...] parmi d'autres propositions [...] Au niveau national :

Intégrer la politique alimentaire dans les plans régionaux de l'agriculture durable (PRAD) pour en faire des plans régionaux de l'agriculture et de l'alimentation durables (PRAAD).

Introduire dans la restauration publique un seuil minimal de 20% dès 2016 de produits issus de l'agriculture durable – locaux, signes de qualité dont bio pour atteindre 40%, dont 20% de bio en 2020.

Lancer un grand appel à projet « territoires pilote Projet Alimentaire Territorial », en direction des intercommunalités.

Créer des « Conseils alimentaires locaux » pour encourager la démocratie alimentaire.

Créer un Observatoire national des systèmes alimentaires locaux, chargé d'établir régulièrement un état des lieux et un suivi.

Mettre en place un projet alimentaire d'établissement au sein du projet d'établissement.

Relancer le travail de co-construction autour de la définition des produits fermiers et des producteurs de produits fermiers [...] », *Extraits du Rapport de la mission d'information sur les circuits courts et la relocalisation des filières agricoles et alimentaires, 2015*

- **Comment permettre des conditions de travail épanouissantes aux agriculteurs-trices en phase avec les aspirations des jeunes (autonomie, temps libre...)?**

Eclairage

« Une agriculture respectant les structures élémentaires de l'agronomie valorisera la main-d'œuvre plutôt que les ressources non renouvelables. Cela suppose que les coûts relatifs de la main d'œuvre et du machinisme soient rééquilibrés et que le travail agricole soit attractif. En particulier, il n'est plus guère concevable d'imposer aux agriculteurs de pratiquer leur métier seul et toute leur vie. [...] Par ailleurs il est légitime de vouloir disposer de weekends et de vacances. Les agriculteurs doivent pouvoir bénéficier aussi d'une réduction du temps de travail et d'une amélioration des conditions de vie! Cela sera possible notamment grâce à une amplification des « formes sociétaires », c'est-à-dire des dispositifs permettant à plusieurs paysans de gérer ensemble une même ferme, et grâce à la revalorisation du salariat agricole. Dans ce cadre, il est probable et souhaitable que se développent des paysans à mi-temps, exerçant d'une part un mi-temps agricole en association avec d'autres paysans, et d'autre part un mi-temps intellectuel, artistique ou tertiaire. [...] », *Extraits du livre « Changeons d'agriculture. Réussir la transition », Jacques Caplat, Domaine du possible, Actes Sud, 2014*

Potentiels intervenants et bibliographie :

Thèmes, sujets	Intervenant.e.s	Ouvrages, travaux	Contact
Circuits-courts et de relocalisation de l'alimentation	Brigitte Alain, députée EELV de Dordogne	« Rapport de la mission d'information sur les circuits courts et la relocalisation des filières agricoles et alimentaires », 2015	ballain@assemblee-nationale.fr
Système alimentaire durable, politiques territoriales	Jean-Louis Robillard, ex- Vice-Président à la région Nord-Pas-de-Calais, en charge de l'Alimentation, de la Régionalisation de l'Agriculture et de la Ruralité, ancien animateur et secrétaire général du MRJC et du CMR	« Repères pour une alimentation durable en Nord-Pas de Calais. Vers la construction d'un système alimentaire durable. », Cerdd, 2014	jlouisrobillard@gmail.com
Autonomie alimentaire et bien manger	Carlo Petrini, journaliste, sociologue et critique gastronomique italien. Fondateur de l'association Slow Food	« Libérez le goût ! Le combat de Slow food pour une autonomie alimentaire et gastronomique », Libre & solidaire, 2015	
Transition agricole	Jacques Caplat	« Changeons d'agriculture. Réussir la transition », Domaine du possible, Actes Sud, 2014	jcplatt@agirpourleenvironnement.org
Transition agricole	Marc Dufumier, professeur émérite d'agriculture comparée et développement agricole à l'Agro Paris Tech, membre du Conseil scientifique de l'Institut de recherche pour le développement (IRD),	« 50 idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation. », Allary édition, 2014. « Famine au Sud, Malbouffe au Nord. Comment le bio peut nous sauver », Editions Nil, 2012	
Sociologie du monde rural et agricole	Bertrand Hervieu, sociologue français, spécialiste des questions rurales et agricoles	« Sociologie des mondes agricoles », Armand Colin, 2013	
Mutations du monde agricole	Roger Le Guen, enseignant-chercheur en sociologie, titulaire de la Chaire des mutations du monde agricole ESA Angers		r.leguen@groupe-esa.com
Biodiversité, appropriation du vivant par les géants de la biotechnologie, alternatives agricoles...	Marie-Monique Robin, journaliste d'investigation, réalisatrice et écrivaine	« Notre poison quotidien », La Découverte, 2011 « Les Moissons du futur; comment l'agro écologie peut nourrir le monde », La Découverte, 2012	
Politiques agricoles, maîtrise des pesticides	Dominique Potier, député PS de Meurthe-et-Moselle, fondateur d'« Esprit civique », agriculteur, ancien militant MRJC	Rapport « Pesticides et agro-écologie – Les champs du possible », 2014	http://www.dominiquepotier.com/fr/contact.html
Politiques alimentaires territoriales	Alexandra Villarroel, ingénieure agricole, chargée de mission Agricultures, territoires et société à l'AFIP		contact@afip.asso.fr
Crise élevage, politiques européennes	André Pflimlin, ancien ingénieur à l'Institut de l'Élevage. Expert Lait auprès du Comité des Régions à Bruxelles.	« Europe laitière, valoriser tous les territoires pour construire l'avenir », Ed. Fr. Agr.2010	afpflimlin@yahoo.fr
Prospective agricole, agriculture durable	Madeleine Charru, directrice bureau d'études Solagro	Scénario « Afterres 2050. Pour une utilisation durable des terres agricoles françaises. »	madeleine.charru@solagro.asso.fr
Politique agricole mondiale	Matthieu Calame, agronome directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, expert des problématiques agricoles et alimentaires	« La Tourmente alimentaire. Pour une politique agricole mondiale, Charles Léopold Mayer, 2008 » « Une agriculture pour le XXIe siècle. Manifeste pour une agronomie biologique, Charles Léopold Mayer, 2007 »	direction@fph.ch
Politiques agricoles locales	Xavier Guiomar, ancien ingénieur d'études du Ministère de l'Agriculture, géographe à Agro Paris Tech, ancien secrétaire général CMR	« Les collectivités locales à la recherche d'une agriculture de proximité », Revue Pour 2/2011 (N° 209-210), p. 169-183	xavierguiomar@gmail.com